

**Assurance Protection Juridique**



 Temps de lecture 11 minutes

L’Urssaf vous réclame une cotisation qui n’est pas due ? Le propriétaire de vos locaux veut augmenter votre loyer ? Vous avez licencié un salarié qui se retourne contre vous ? Un fournisseur ne vous livre pas la marchandise commandée ? Un client refuse de vous payer ? On vous rapproche une infraction aux règles d’hygiène et/ou de sécurité ?...

Il existe bien des situations conflictuelles face auxquelles votre entreprise peut être confrontée.

Tout acte de gestion d’entreprise fait naître des droits mais aussi des obligations. Il est difficile de maîtriser cet ensemble juridique et pourtant vous et votre entreprise y êtes soumis quotidiennement.



**L’accompagnement juridique est une réelle sécurité dans votre gestion.**

**L’assurance de Protection Juridique propose cet accompagnement en vous assistant pour une résolution du litige, du conflit dans les meilleures conditions pour vous.**

# Que va m’apporter la protection juridique ?

Dans le cas où votre entreprise est confrontée à un litige, la protection juridique vous assiste dès votre déclaration.

Les juristes de l’assurance de Protection Juridique vont vous fournir :

* une information juridique (exemple : face à la réclamation de mon client quels sont mes droits et obligations ?)
* une assistance à la résolution amiable du litige (exemple : les juristes prennent contact avec votre fournisseur afin de l’obliger à vous livrer conformément à votre commande)
* une prise en charge financière des frais de votre défense ou de votre recours (exemple : intervention d’un expert ou d’un huissier de justice payé par votre assurance, remboursement de tout ou partie des honoraires de votre avocat, des frais de justice…)



**Bon à savoir**: La protection juridique ne dédommage pas votre litige (cela signifie que la protection juridique n’indemnise pas le montant du préjudice). Elle joue un rôle d’assistance et d’accompagnement amiable et judiciaire.

# En résumé, quelles sont les niveaux d’intervention de l’assurance de Protection Juridique ?

Généralement, la protection juridique intervient selon 3 niveaux :

**L’accompagnement constitue le 1er niveau d’intervention :**

**Une information personnalisée donnée sous forme de consultations téléphoniques par des juristes** afin de vous orienter et prévenir des litiges.

*Par exemple, vous pouvez les joindre avant de répondre à une mise en demeure envoyée par l’URSSAF, à une demande de votre salarié…*

*Autres exemples : avant de signer un renouvellement de bail ou pour connaître les aides financières…*

**L’assistance en cas de litige constitue le 2e niveau d’intervention**

**La prise en main du dossier dans le but de trouver un accord amiable avec votre adversaire.** Cela passe par la mise à disposition de juristes pour préparer vos dossiers et également par la mise à disposition de moyens prévus au contrat.

*Par exemple, pour répondre à votre adversaire, pour saisir un Conciliateur ou Médiateur, un arbitre, pour missionner un expert amiable ou un Huissier de justice…*

**L’Intervention financière de l’Assureur constitue le 3ème niveau :**



**L’assureur paie les honoraires et frais de gestion amiable ou judiciaire.**

Selon les conditions et les montants de prise en charge du contrat :

Il règlera les honoraires de l’expert, de l’huissier qu’il missionne afin de défendre ou faire valoir vos droits.

En cas d’assignation devant les Tribunaux, il réglera les frais et honoraires de votre avocat et les frais de justice.

**D’autres informations essentielles à savoir :**



**L’assurance de Protection Juridique ne couvre pas les litiges, les conflits déjà en cours avant la souscription du contrat.**

# Le fait générateur du litige/conflit/différend (difficulté juridique matérialisée par l’atteinte à un droit ou par un préjudice que vous subissez ou que vous causez à un tiers) ne doit pas être connu au moment de la souscription du contrat.

**Vous avez la liberté de choisir votre avocat.**

Attention aux honoraires d’avocat qui sont libres et que vous pouvez négocier. L’assurance de Protection Juridique prévoit des montants contractuels qui peuvent ne pas couvrir tous les honoraires, tous les frais de justice.

Il est donc important de vérifier les montants de votre contrat avant de mandater votre avocat car en cas de dépassement la différence ne vous sera pas remboursée.

**L’assurance de protection juridique, un contrat encadré pour votre sécurité.**

Des dispositions du contrat d’assurance juridique vous protègent dans vos relations avec l’assureur. Elles sont obligatoires dans tout contrat de protection juridique : secret professionnel, service réclamation, conflit d’intérêts, protection des données ... L’assureur est soumis à une autorité : l’autorité de contrôle de l’**assureur** est l’ACPR (Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution), 4 Place de Budapest - CS 92459 - 75436 Paris Cedex 09.

**Sitographie :**

**https://**[**www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/F3049**](http://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/F3049)

[**https://www.ffa-assurance.fr/infos-assures/assurance-de-protection-juridique**](https://www.ffa-assurance.fr/infos-assures/assurance-de-protection-juridique)